

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 26/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STATION D'EPURATION DE QUINTIN

STEP de Beaudoué
22800 Quintin

Code AIOT : 0005503342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement STATION D'EPURATION DE QUINTIN implanté au lieu-dit Beaudoué à QUINTIN (22800). L'inspection a été annoncée le 21/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION D'EPURATION DE QUINTIN
- BEAUDOUE - 22800 Quintin
- Code AIOT : 0005503342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station d'épuration située au lieu-dit Beaudoué accueille aujourd'hui les effluents domestiques de la commune de QUINTIN et de certains secteurs de la commune de LE FOEIL (l'Espérance, Chênelliaux et les Perrières) soit une population raccordée estimée à 3600 habitants.

La STEU accueille également les effluents d'origine industrielle (abattoir de Quintin Viandes, entreprise de produits détergents Harris Briochin), de la piscine et de l'EPHAD, ainsi que les eaux de lavage de l'usine d'eau potable du Grand Gué à Saint-Brandan.

- Caractéristiques de la STEP:

- Type de traitement: par boues activées avec aération prolongée
- Traitement des boues déshydratées par centrifugeuse
- Point de rejet: Le Gouët.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- respect des exigences réglementaires en matière de rejets aqueux (vérification des ouvrages et équipements, programme de surveillance, autosurveillance, transmission des résultats, mise en oeuvre des contrôles de recalage)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Règles d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 4.1	/	Sans objet
3	Contrôle de l'accès - clôture	Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 2.4	/	Sans objet
5	Fonctionnement et exploitation de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 4.4	/	Sans objet
8	Autosurveillance – Débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
9	Autosurveillance – Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
10	Autosurveillance – VLE	Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 4.6	/	Sans objet
12	Autosurveillance – recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
13	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 1.1	/	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	/	Sans objet
6	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
7	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
11	Autosurveillance – GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station d'épuration de QUINTIN présente des non-conformités avec des ouvrages vétustes et peu sécurisants (clôture endommagée, garde-corps dégradés).

Des dépassements des valeurs limites d'émissions sont également observés en lien avec des surcharges hydrauliques dues à des eaux parasites de nappe et de pluie collectées sur le réseau, entraînent des dysfonctionnements de l'aération ainsi que des phénomènes de moussage sur la filière eau.

Une attention particulière devra être portée par l'exploitant sur les contrôles de recalage et d'étalonnage débitimétrique ainsi que sur la poursuite de la surveillance des substances dangereuses émises dans l'eau afin de vérifier le respect des VLE associées.

A noter qu'une étude d'incidence des rejets de la station d'épuration est en cours dans le cadre de la mise en conformité des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées. Cette étude vise à :

- réaliser un diagnostic de fonctionnement de la station ;
- redéfinir les charges actuelles et futures à traiter;
- évaluer l'impact du rejet sur le milieu récepteur en situation actuelle et future;
- de prévoir un programme de travaux et d'aménagements du site actuel ou la construction d'une nouvelle station.

L'exploitant devra informer régulièrement les services administratifs des actions envisagées dans le cadre de la mise en conformité des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Description de l'installation classée La présente autorisation est délivrée au titre du livre V du code de l'environnement. Les activités relèvent de la rubrique 2752 de la nomenclature des Installations Classées. - Rubrique de la nomenclature : 2752 - Nature volume des activités : Station d'épuration mixte ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'Installations Classées autorisées est supérieure à 70 % de la capacité de la station en demande chimique en oxygène
Constats : La STEP est actuellement classée au titre des ICPE sous la rubrique n°2752 "Station d'épuration mixte" (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles), avec une capacité nominale de traitement d'au moins 18000 équivalents-habitants. L'ouvrage d'épuration était initialement à dominante industrielle (> 70 % de charge en DCO). Cette charge a évolué suite à l'arrêt de l'activité et du raccordement de l'industriel GUYADER GASTRONOMIE en 2015. D'après les éléments transmis dans le cadre de l'étude d'incidence du rejet de la station en cours, le flux de DCO serait actuellement d'environ 30 %. Au regard de cette évolution, la station ne relèverait plus de la rubrique ICPE 2752 (charge < à 70% de DCO) mais de la nomenclature sur la loi sur l'eau, IOTA n°2.1.1.0.
Observations : Dans le cadre des projets d'aménagements de la station, l'exploitant devra confirmer les charges actuelles et futures en DCO, afin d'identifier clairement la nomenclature applicable à l'installation et le service administratif en charge de l'instruction et du suivi de la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan de l'installation est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté. Ce plan fait apparaître : <ul style="list-style-type: none">- le(s) réseau(x) d'alimentation ;- les réseaux relatifs à la filière « eau » et « boues » (poste de relevage, regards, vannes) avec indication des recirculations et des retours en tête ;- l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, turbines,...) ;- le(s) point(s) de rejets dans les cours d'eau ;- les points de prélèvements d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres, ...). Ce plan peut être utilement complété par un synoptique de l'installation. Il est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, ainsi que des Service d'Incendie et de Secours.
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter un schéma des réseaux de la STEP à jour.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection un plan à jour et daté. Ce plan devra reprendre l'ensemble des réseaux du site, les ouvrages et équipements ainsi que les différents types d'effluents qui y transitent. Il devra être facilement accessibles et compréhensibles par les services de secours en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle de l'accès - clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'accès à la STEP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. La station d'épuration sera effectivement clôturée sur la totalité de sa périphérie. L'interdiction d'accès au public est clairement signalée.
Constats : Le site de la STEP est clôturé par un grillage en périphérie. Néanmoins, cette clôture est endommagée par endroit et remplacée par des barrières de chantier. De la végétation pousse dans la clôture ne permettant pas un entretien aisé (cf.photos n°1 et 2). Ces points ne sont pas conformes. Le portail d'accès est fermé à clé en dehors des heures de présence du gestionnaire SAUR. Un panneau de danger "Risque de noyade" interdisant l'accès au public est apposé sur le portail.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des abords
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).
Constats : Les abords de la station sont principalement enherbés. Le jour de l'inspection les abords étaient globalement bien entretenus. La tonte de l'herbe est réalisée par un prestataire externe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Fonctionnement et exploitation de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement et exploitation de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est conçue de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter stipulé dans le présent arrêté. Les installations sont correctement entretenues. [...]
Constats : La STEP fonctionne par un procédé de traitement à boues activées avec une aération prolongée. Les eaux usées sont rejetées après traitement dans le Gouët. Les ouvrages observés sont vétustes. La filière de traitement dispose des équipements et ouvrages suivants: <ul style="list-style-type: none">- un dégrilleur automatique: d'après l'exploitant, le dégrilleur qui est vieillissant fonctionne correctement mais se colmate fréquemment (cf.photo n°3). Des conteneurs poubelles sont disposés à proximité sur une plateforme en béton pour récupérer les refus de dégrillage. Ces déchets sont ensuite transférés dans des bennes amovibles. Selon l'exploitant, la manipulation et le transfert des conteneurs vers les bennes ne sont pas adaptés et sécurisants. <ul style="list-style-type: none">- un dégraisseur aéré: l'exploitant indique que de la mousse se développe régulièrement dans l'ouvrage ce qui entrave le fonctionnement du dégraisseur (cf.photo n°7).- un canal de comptage d'entrée équipé d'une sonde ultrason et d'un préleveur automatique. L'abri en béton protégeant le préleveur est très vétuste (cf. photos n° 8 à 10).- un bassin d'aération circulaire de 2000 m3 équipé de 2 ponts brosses et d'un agitateur: l'ouvrage en béton est vieillissant, avec des gardes-corps et une passerelle non sécurisés et dangereux. D'après l'exploitant lors de surcharge hydraulique, le niveau d'eau monte dans le bassin et les ponts brosses disjonctent. (cf.photos n°11 à 14). L'exploitant précise que la biologie fonctionne correctement. <ul style="list-style-type: none">- une cuve de stockage de chlorure ferrique de 20 m3 en bon état: l'exploitant précise qu'il s'agit d'une cuve double peau et que les consommations en chlorure ferrique sont faibles. La douche de sécurité semble être non opérationnelle (à confirmer par l'exploitant) (cf.photo n°15 à 17).- un dégazeur;- un clarificateur circulaire avec un pont racleur: l'ouvrage en béton est vieillissant et les gardes de corps non adaptés (cf.photos n° 18 et 19).- un canal de comptage en sortie équipé d'un débitmètre à sonde ultrason et d'un préleveur automatique (cf.photo n°20).- un silo à boues: ouvrage vétuste avec des fissures et des ferraillages apparents (cf.photos n°21 à 23). Un local abritant la centrifugeuse à boues et une aire pour le stockage des bennes de boues déshydratées sont également implantés sur le site (cf.photo n°24). Une fosse faisant office de rétention a été creusée à proximité de l'entrée du site et près d'un poste de relevage. D'après l'exploitant, cette rétention a été réalisée pour éviter des débordements de boues dans le milieu naturel suite à un dysfonctionnement d'une pompe d'extraction et du réseau pour l'alimentation des boues vers le local centrifugeuse. Ce dispositif de rétention n'est pas adapté (cf.photo n°25).
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection les actions envisagées pour la mise en conformité des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. [...] Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Les dispositifs de rejets sont correctement aménagés. L'exutoire permet une bonne diffusion dans le milieu récepteur. L'aspect visuel de l'eau rejetée apparaît clair et normal et ne présente pas de trace de pollutions. La végétation devra être contrôlée aux abords du point de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les mesures de débit du rejet en continu et des flux de polluants sont quantifiés avant rejet dans le milieu naturel, par un canal de mesure correctement installé avec une sonde à ultrason et par un échantillonneur automatique sur 24h fixe, asservi au débit, multi-flacons et à température réfrigérée. Les installations de mesures de débit sont accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance – Débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : La mesure du débit est réalisée en continu du rejet. Des dépassements en volume autorisés sont constatés au regard des données de l'autosurveillance fréquente. L'exploitant explique ce problème par des surcharges hydrauliques importantes et l'arrivée d'eaux parasites de nappe et de pluie collectées sur le réseau vers la station.
Observations : L'exploitant devra transmettre les actions en cours pour solutionner ce problème, notamment dans le cadre de l'étude d'incidence en cours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance – Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
Constats : Une campagne d'analyse (6 campagnes de mesures) de plusieurs substances dangereuses été réalisée par IRH en 2021 pour la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et les eaux traitées de la station de Beaudoué. 3 molécules sont présentes de manière significative aux points d'entrée et sortie station: Cuivre, Zinc et Di(2-éthylexyl)phtalate (DEHP). Le programme de surveillance des rejets aqueux incluant la surveillance des substances dangereuses n'a pas été établi à ce jour, avec le positionnement sur le maintien de la surveillance des substances significatives identifiées. Il est attendu une comparaison des valeurs maximales en concentration et en flux pour chaque substances identifiées avec l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (article 32-3), afin de vérifier le respect des VLE réglementaires associées. Un modèle de grille de positionnement pour le plan de surveillance micropolluants sera transmis à l'exploitant.
Observations : L'exploitant devra donc transmettre à l'inspection sa proposition de plan de surveillance des rejets aqueux comprenant la liste des substances retenues, les valeurs limites d'émissions et les fréquences de surveillance associées, conformément aux dispositions des articles 32 et 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Il devra s'assurer de la prise en compte des substances caractéristiques des activités industrielles fixées à l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Les propositions retenues devront être justifiées au regard notamment des résultats d'analyses effectuées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2003, article 4.6			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux résiduaires au milieu naturel est autorisé aux conditions suivantes : - Volume maximal rejeté : 1325 m3/jour - Débit horaire moyen sur 24 heures : 55 m3/heure La qualité des effluents épurés, avant introduction dans le milieu naturel, devra, dans les conditions normales de fonctionnement, respecter les normes fixées dans le tableau suivant :			
Paramètres (*) sur effluents non filtrés	Concentration maximale des rejets en mg/l pour des prélèvements sur 2 heures ou sur 24 heures	Rendement minimum (%)	Flux maximum journaliers (kg/j)
Demande chimique en oxygène: DCO (*)	46	85	60
Demande biochimique en oxygène: DBO ₅ (*)	6	90	8
Matières en suspension: MES (*)	9	95	12
Azote Kjeldhal: NTK (*)	6		8
Phosphore total: Pt (*)	0,6		0,8
<p>En outre, l'effluent vérifiera les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Périodes de rejet : 7 jours par semaine, - pH comprise entre 5,5 et 8,5, - Température inférieure ou égale à 25°C, - Couleur ne provoquant pas de coloration visible du milieu récepteur, - Absence de matières surnageantes, - Absence de substances toxiques capables d'entraîner des mortalités dans le milieu, - Absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. <p>Le rejet de l'installation sera jugé conforme :</p> <p>1- Si le nombre annuel de résultats issus de l'autosurveillance non conformes à la fois aux valeurs limites en concentration et en rendement pour les paramètres DCO-DBO5 et MES ne dépasse pas le nombre présent au tableau suivant [...]</p> <p>Par ailleurs, les résultats des mesures en concentration ne peuvent pas s'écarter des valeurs limites prescrites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de plus de 100 % de la DBO5 et la DCO, l'azote et le phosphore, - de plus de 150 pour les MES. <p>2- Si les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, pour les paramètres Azote et phosphore, en moyenne mensuelle, soit les valeurs limites de concentration, soit les valeurs limites en rendement définies au présent article.</p>			
Constats : La restitution des données GIDAF sur la période de janvier 2022 à avril 2023 montrent plusieurs dépassements des normes de rejet. (cf.restitution GIDAF annexée au rapport). L'exploitant indique que les dépassements fréquents sont liés à des surcharges hydrauliques lors d'événements pluviométriques importants. Ces non-conformités sont suivies d'actions correctives qui mériteraient d'être plus détaillées dans GIDAF.			
Type de suites proposées : Susceptible de suites			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 11 : Autosurveillance – GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les données analytiques sont régulièrement transmises à l'inspection via l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Autosurveillance – recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : - Etalonnage métrologique: D'après l'exploitant la vérification du bon fonctionnement du dispositif métrologique (débitmètre, préleveur) est réalisée plusieurs fois par an par l'ADAC 22 (Agence Départementale d'Appui aux collectivités des Côtes d'Armor - mission d'assainissement collectif). Cet organisme n'est pas accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025. Les rapports de visite de l'ADAC du 24/02 , du 02/06 et du 04/10 ont été transmis à l'inspection. Sauf erreur de notre part, l'étalonnage du débitmètre n'apparaît pas dans ces comptes-rendus. - Calage analytique: D'après l'exploitant, les analyses d'autosurveillance sont réalisées par un laboratoire agréé sur la matrice eaux résiduaires (LABOCEA).
Observations : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none"> - confirmer à l'inspection la réalisation des analyses d'autosurveillance par un laboratoire agréé; - s'assurer que son dispositif métrologique (débitmètres et échantillonneurs) sont vérifiés par un organisme accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice "eaux résiduaires" en vue d'analyse physico-chimique selon la norme FDT-90-523-2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/1999, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées. Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé à l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : -> <u>Boues</u> : Les boues de la STEP sont déshydratées par centrifugation avec dosage de polymères. Les boues déshydratées sont stockées dans des bennes amovibles avant évacuation vers un site de compostage à Pluduno: SAR ETA TRANCHEVENT. Les éléments de traçabilité (bordereau de suivi des déchets et lettre de voiture) ont été consultés le jour de la visite. -> <u>Déchets de dégrillage</u> : Les refus de dégrillage de la station sont acheminés par bennes amovibles vers un centre de collecte et de recyclage, la société HERVE ENVIRONNEMENT basée à Trélivan. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter à l'inspection les documents de traçabilité concernant l'évacuation et la valorisation de ces déchets. Ce point n'est pas conforme.
Observations : Transmettre les éléments de traçabilité des refus de dégrillage à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet